

# PROSPECTIVE MAROC 2030

## AGRICULTURE 2030 : QUEL AVENIR POUR LE MAROC ?

Bouchaib Lamghari, Chef de la Division des Programmes Agricoles et du Développement Rural, Direction de la Planification

L'analyse rétrospective montre que l'agriculture marocaine a enregistré durant les cinquante dernières années des progrès indéniables. Elle s'est diversifiée, modernisée et intégrée au marché international et la production globale a triplé malgré les fluctuations liées aux sécheresses récurrentes. Sa contribution à la création de richesses nationales représente entre 15 et 20% selon les années. Sur le plan social, le secteur occupe près de 46%<sup>1</sup> des actifs du pays et contribue à hauteur de 65%<sup>2</sup> aux revenus des ménages ruraux. Son évolution est ainsi déterminante des conditions de vie du monde rural, et donc de la stabilité du pays dans son ensemble. L'agriculture a également une très grande importance sociétale et culturelle, car elle porte héritage de valeurs, de savoir faire et d'une diversité qui constituent l'ossature centrale du patrimoine du pays. Elle est enfin le principal utilisateur et gestionnaire des milieux naturels et de ressources, notamment l'eau qui constitue la clef du développement agricole.

En dépit des progrès enregistrés, les performances du secteur demeurent insuffisantes et les évolutions contrastées. En effet, depuis une quinzaine d'années, on enregistre une irrégularité de la production et les productivités par actif, par hectare et par m<sup>3</sup> d'eau, restent les plus faibles de la région méditerranéenne.

D'autres faiblesses de nature structurelle handicapent encore le développement de l'agriculture, notamment, une faible capacité d'investissement privé, un management insuffisant et des opérateurs hétérogènes face à une population agricole handicapée par la vieillesse et l'analphabétisme.

Pourtant, le Maroc dispose de ressources naturelles inexploitées, et partant de marges de progrès importantes en liaison avec son potentiel de main d'œuvre compétitive par rapport aux pays concurrents, d'acquis importants en matière d'infrastructures et de soutien de l'Etat et enfin de ressources en eau potentiellement mobilisables. Aussi, la proximité géographique et culturelle de l'Europe, rendue plus effective par l'amélioration des infrastructures de transport, est un autre avantage pour le pays.

L'analyse comparée et la lecture des exercices de prospective agricole réalisés conduisent enfin à souligner l'importance et la complexité des défis multiples à relever par le Maroc dans un contexte international en évolution. Il s'agit de la croissance économique et du développement des territoires, de la promotion de l'emploi et de l'éradication de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et de la préservation des ressources naturelles.

Ces défis confrontés aux tendances lourdes démographiques, économiques (mondialisation et libéralisation des échanges), technologiques et climatiques, ont permis de tracer les contours de trois scénarios différenciés, dont la variable d'entrée est la nature des politiques publiques dans la gestion de l'ouverture de l'agriculture sur l'économie mondiale.

**Le premier scénario, S1**, serait celui des politiques au "fil de l'eau". Celles-ci, resteraient surtout réactives et demeureraient fondamentalement inchangées. C'est le scénario de "l'ouverture subie". Ses conséquences

possibles se traduiraient par un renforcement de la dualité agricole. Les exploitations modernes productives, tournées vers le marché gagneraient en compétitivité, tandis qu'une partie des exploitations traditionnelles seraient les plus menacées par la mondialisation. Cette situation pourrait entraîner une régression du secteur agricole, accompagnée d'une dégradation environnementale et d'une reprise massive de l'exode rural, accentuant les risques d'instabilité urbaine et politique.

**Le deuxième scénario, S2**, serait celui d'une libéralisation accélérée qui toucherait même la céréaliculture et les viandes rouges, avec file social pour les perdants. L'Etat se désengage au profit d'une agriculture capitaliste, qui devrait gagner en compétitivité. Le pays se spécialise dans les filières pour lesquelles il possède des avantages comparatifs et les réformes favoriseraient la disparition des filières non rentables. On pourrait assister à des phénomènes de concentration foncière très forte, avec des impacts lourds sur l'emploi, entraînant un exode rural accéléré qui toucherait près de 6 millions de personnes. Ceci obligerait à déployer un important file social dont les ressources ne sont pas disponibles.

**Le troisième scénario, S3**, serait celui d'un nouveau pacte agricole et rural et d'une ouverture maîtrisée. Des réformes sont mises en œuvre pour anticiper et accompagner l'ouverture dont le rythme pourrait être accéléré en fonction des progrès réalisés.

Ce scénario s'appuie sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs à travers une nouvelle gouvernance qui vise à promouvoir le développement rural décentralisé, fondé sur un aménagement du territoire à l'échelle locale et sur la densification de pôles de développement de proximité articulés à des activités de valorisation des produits de l'agriculture et à des activités non agricoles diversifiées. Sa ligne directrice serait aussi le développement d'une agriculture compétitive, diversifiée, territorialisée et durable.

Grâce à la promotion de cette nouvelle agriculture, la valeur de la production agricole devrait augmenter de façon très significative. La population agricole connaîtrait une forte baisse à court terme, grâce à la diversification de l'économie rurale. Cette baisse, conjuguée à l'intégration des préoccupations environnementales dans le développement, devrait permettre une forte réduction des pressions sur les ressources naturelles.

En conclusion, les scénarios S1 et S2 révèlent un risque d'impasse de transition et confirment que la conjonction des effets négatifs de la pauvreté rurale, du changement climatique et d'ouverture sur l'économie internationale pourrait devenir l'un des principaux problèmes du pays au cours du prochain quart de ce siècle. Seul un scénario de type S3 paraît ainsi pouvoir répondre aux multiples défis posés au pays.

<sup>1</sup> Donnée de 2004.

<sup>2</sup> Estimation faite par un groupe pluridisciplinaire du HCP.

Dépôt légal 96/159 - ISSN: 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassani - Haut Agdal - Rabat  
Tél.: 037 77 36 09 - Fax : 037 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma  
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



### Sommaire

Prix .....	1
Indicateurs Economiques et Financiers .....	2
Situation du Marché du Travail .....	3
Prospective Maroc 2030 : Agriculture .....	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

# Repères statistiques

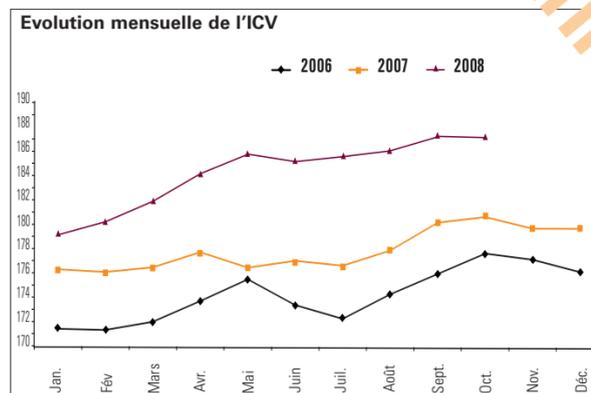
Novembre 2008 - N° 139

BULLETIN MENSUEL

## PRIX Indice du coût de la vie (Base 100 : 1989)

### Evolution par groupe de produits

Au terme du mois d'octobre 2008, l'indice du coût de la vie a enregistré une régression de 0,1% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat d'une baisse de l'indice des produits alimentaires de 0,5% et d'une hausse de l'indice des produits non alimentaires de 0,2%. Les autres groupes de produits non alimentaires, ont enregistré des stagnations ou des quasi-stagnations sauf pour le groupe "Loisirs et cultures" dont l'indice a évolué de +0,4%. Comparé à son niveau au même mois de l'année précédente, l'indice du coût de la vie du mois d'octobre 2008 a évolué de +3,5%. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des dix premiers mois de l'année 2008, par rapport à celui de la même période de l'année 2007, s'établit à +3,8%.



GROUPES DE PRODUITS	INDICES MOYENS DES DIX PREMIERS MOIS			INDICES MENSUELS		
	2007	2008	VAR. %	SEPT. 08	OCT. 08	VAR %
Produits alimentaires	181,1	193,5	6,8	199,2	198,3	-0,5
Produits non alimentaires	174,1	176,6	1,4	177,4	177,8	0,2
dont: Habillement	174,2	177,1	1,7	178,1	178,2	0,1
Habitation	180,5	181,7	0,7	182,0	182,2	0,1
Equipements ménagers	147,3	151,2	2,6	152,3	152,4	0,1
Soins médicaux	153,3	153,8	0,3	153,9	153,9	-
Transport et communications	182,9	184,8	1,0	187,1	187,1	-
Loisirs et culture	177,7	180,8	1,7	182,1	182,8	0,4
Autres biens et services	182,8	187,0	2,3	188,5	188,5	-
<b>Ensemble</b>	<b>177,4</b>	<b>184,3</b>	<b>3,8</b>	<b>187,3</b>	<b>187,1</b>	<b>-0,1</b>

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

### Evolution par ville

VILLES	INDICES MOYENS DES DIX PREMIERS MOIS			INDICES MENSUELS		
	2007	2008	VAR. %	SEPT. 2008	OCT. 2008	VAR %
Agadir	186,0	191,5	3,0	193,0	193,7	0,4
Casablanca	173,3	180,3	4,0	183,5	182,6	-0,5
Fès	180,3	185,0	2,6	187,8	187,0	-0,4
Kénitra	169,7	174,9	3,1	177,7	177,7	-
Marrakech	180,9	186,8	3,3	189,5	190,5	0,5
Oujda	177,0	181,8	2,7	185,4	185,0	-0,2
Rabat	180,0	189,1	5,1	192,3	192,0	-0,2
Tétouan	185,7	192,1	3,4	195,2	194,3	-0,5
Meknès	181,9	188,6	3,7	191,8	193,3	0,8
Tanger	187,1	195,3	4,4	198,5	200,3	0,9
Laâyoune	164,3	168,2	2,4	172,2	171,9	-0,2
<b>Ensemble</b>	<b>177,4</b>	<b>184,3</b>	<b>3,8</b>	<b>187,3</b>	<b>187,1</b>	<b>-0,1</b>

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois d'octobre de l'année 2008, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois de septembre, des variations allant d'une baisse de 0,5% pour la ville de Casablanca et de Tétouan à une hausse de 0,9% pour la ville de Tanger. Les variations inter-annuelles des dix premiers mois de l'année 2008 par ville restent, quant à elles, caractérisées par une dispersion relativement importante allant de +2,4% à +5,1%. Les taux d'accroissement les plus importants ont été enregistrés à Rabat (+5,1%), Tanger (+4,4%), Casablanca (+4,0%) et Meknès (+3,7%) et les moins importants à Laâyoune (+2,4%), Fès (+2,6%) et Oujda (+2,7%).

### Variations annuelles de 2004 à 2008

	VARIATION EN %		
	LES 10 premiers mois <sup>(1)</sup>	Oct./Oct. <sup>(2)</sup>	LES 12 derniers mois <sup>(3)</sup>
2004	1,6	0,1	1,8
2005	0,8	1,0	0,8
2006	3,3	4,2	3,0
2007	2,1	1,7	2,3
2008	3,8	3,5	3,5

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice moyen des dix premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(3) Variation de l'indice moyen des 12 derniers mois/12 mois précédents.

# INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

## Secteurs productifs

	CAMPAGNE AGRICOLE		
	2006/2007	2007/2008	VAR. %
<b>Agriculture</b>			
<b>Primeurs (en tonnes)</b>			
Tomates	785 000	810 000	3,2
Pomme de terre	156 000	165 000	5,8
Légumes et fruits divers	639 000	735 000	15,0

Source : Ministère de l'Agriculture et des Pêches Maritimes.

	SITUATION JUSQU'AU MOIS DE		
	SEPT. 2007	SEPT. 2008*	VAR. %
<b>Energie</b>			
Production nette d'électricité (MKWh)	14 155	14 877	5,1
Pétrole mis en oeuvre (milliers de T)	4 971	4 442	-10,6
<b>Mines</b>			
Production des phosphates (milliers de T) <sup>(1)</sup>	18 799	18 836	0,2
<b>Bâtiment</b>			
Consommation du ciment (milliers de T)	9 832	11 008	12,0

(1) Situation jusqu'au mois d' Août

Source : OCP, ONE, SAMIR, Association Professionnelle des Cimenteries

## Echanges extérieurs

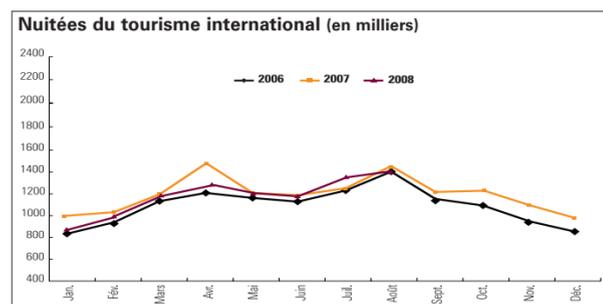
	SITUATION JUSQU'AU MOIS DE		
	SEPT. 2007	SEPT. 2008*	VAR. %
<b>Commerce Extérieur (FOB/FOB)</b>			
<b>Exportations</b> (en millions de dirhams)	167 035	199 756	19,6
<b>Biens</b>	91 485	123 095	34,6
Dont : Phosphates et Dérivés	16 159	43 518	169,3
<b>Services</b>	75 550	76 662	1,5
Dont : Voyages	45 192	44 875	-0,7
<b>Importations</b> (en millions de dirhams)	203 655	265 614	30,4
<b>Biens</b>	171 258	230 937	34,8
Dont : Huile brute de pétrole	18 627	25 229	35,4
<b>Déficit commercial</b>	-36 620	-65 858	79,8
<b>Taux de couverture en %</b>	82,0	75,2	
<b>Recettes M.R.E.</b> (en millions de dirhams)	41 400	42 030	1,5

Source : Office des Changes

## Tourisme

	SITUATION JUSQU'AU MOIS DE		
	AOÛT 2007	AOÛT 2008*	VAR. %
<b>Nuitées globales dans les établissements classés</b> (en milliers)	11 999	11 688	-2,6
<b>dont : Nuitées du tourisme international</b> (en milliers)	9 617	9 101	-5,4

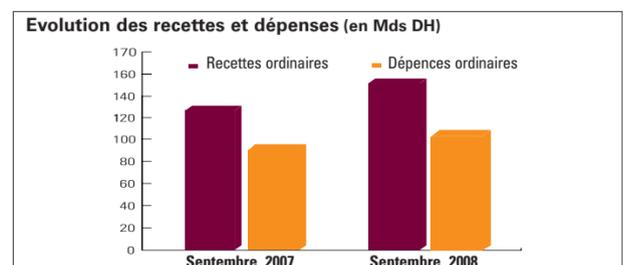
Source : Ministère du Tourisme et de l'Artisanat



## Finances publiques

	SITUATION JUSQU'AU MOIS DE		
	SEPT. 2007	SEPT. 2008*	VAR. %
<b>Recettes ordinaires</b> (en millions de Dh)	131 708	158 563	20,4
<b>Dépenses ordinaires</b> (en millions de Dh)	98 235	114 624	16,7
Dette publique	14 303	13 697	-4,2
<b>Investissement</b> (en millions de Dh)	19 302	27 841	44,2
<b>Solde des comptes spéciaux du Trésor</b> (en millions de Dh)	-5 464	-5 623	
<b>Déficit / Excédent global</b> (en millions de Dh)	8 707	10 475	

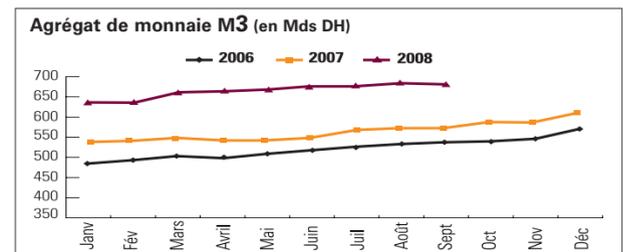
Source : Ministère de l'Economie et des Finances



## Monnaie

	SITUATION JUSQU'AU MOIS DE		
	SEPT. 2007	SEPT. 2008*	VAR. %
<b>Agrégat de monnaie M3</b> (en millions de dirhams)	617 568	692 973	12,2
<b>Agrégats de placements liquides</b>	48 268	51 700	7,1
<b>Contreparties de la monnaie</b> (en millions de dirhams)	644 060	725 039	12,6
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	211 119	212 647	0,7
<b>Crédit intérieur à caractère monétaire</b>	432 941	512 392	18,4
Créances sur l'Etat	78 248	68 901	-11,9
Concours à l'économie	402 194	506 578	26,0
Contrepartie des avoirs en compte sur livrets auprès de la C.E.N.	12 906	13 786	6,8
A déduire : ressources à caractère non monétaire	60 407	76 873	27,3

Source : Bank Al-Maghrib



## Marché de capitaux

	SITUATION AU MOIS DE		
	Oct. 2007	Oct. 2008*	VAR. %
Volume des transactions (en millions de Dh)	23 108	18 943	-18,0
Capitalisation boursière (en millions de Dh)	588 008	579 964	-1,4
<b>Indices</b>			
MAI	12 852,84	11 977,53	-6,8
MADEX	10 584,07	9 841,27	-7,0
<b>O.P.C.V.M.</b>	19 SEPT 08	24 OCT. 08	VAR. %
<b>Nombre Actif net</b> (en millions de Dh)	248	254	2,4
	146 354	146 040	-0,2

Source : Bourse de Casablanca, Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

\* : Provisoires

# POPULATION

## SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU TROISIEME TRIMESTRE DE L'ANNEE 2008

Entre le 3ème trimestre de l'année 2007 et la même période de 2008, 337.000 emplois rémunérés ont été créés et 192.000 emplois non rémunérés ont été perdus. En conséquence, le taux de chômage a baissé en milieu urbain (de 15,9% à 15,5%) et a augmenté en milieu rural (de 3,5% à 3,9%) pour se situer à 9,9% au niveau national.

La population active âgée de 15 ans et plus a atteint au cours du troisième trimestre de l'année 2008, 11.298.000 personnes, soit un accroissement de 1,5% par rapport à la même période de l'année 2007. Ce constat résulte de la hausse de 2,9% de la population active en milieu urbain et de sa stagnation en milieu rural. En conséquence, le taux d'activité a reculé de 0,2 point, passant de 50,8% au troisième trimestre de l'année 2007 à 50,6% au cours de la même période de l'année 2008.

En matière d'emploi, 337.000 postes d'emplois rémunérés ont été créés au cours de la période (186.000 dans les villes et 151.000 dans les campagnes). A l'inverse, l'emploi non rémunéré a baissé de 192.000 postes (169.000 postes en milieu rural et 23.000 postes en milieu urbain). Le volume global de l'emploi est passé ainsi, entre les deux périodes, de 10.030.000 à 10.175.000, soit une création nette d'emplois de 145.000 postes (création de 163.000 postes en zones urbaines contre une perte de 18.000 postes en zones rurales).

Malgré cette augmentation, le taux d'emploi est passé de 45,8% à 45,6%. Par milieu de résidence, ce taux a augmenté de 0,3 point en milieu urbain (de 37,3% à 37,6%) et a reculé de 0,8 point en milieu rural (de 57,8% à 57,0%).

**Les services et les BTP sont les principaux pourvoyeurs d'emplois nouveaux, principalement en zones urbaines**

Au niveau national, les principaux secteurs ayant généré des emplois nouveaux sont :

- les "Services", avec 108.000 emplois créés, soit un accroissement du volume d'emploi du secteur de 2,9% ;
  - les "Bâtiments et travaux publics", avec 62.000 emplois créés, soit une hausse de 7,4% du volume d'emploi ;
  - les "Activités mal désignées" avec 6.000 emplois créés.
- En milieu urbain, les emplois créés ont été générés par :
- le secteur des "Services" avec 99.000 emplois, soit une hausse du volume d'emploi de 3,3% ;
  - le secteur "Bâtiments et travaux publics" a créé 51.000 emplois, soit une hausse du volume d'emploi de 10,1% ;
  - le secteur de l'industrie a créé 9.000 emplois, soit une hausse du volume d'emploi de 0,9% ;
  - les "Activités mal désignées" avec 5.000 emplois créés.

Les 18.000 postes perdus en zones rurales sont le résultat d'une régression de l'emploi agricole de 29.000 postes et de l'emploi industriel de 10.000 postes. Les créations d'emplois ont été observées dans les "Bâtiments et travaux publics" (11.000 postes) et dans "les services" (9.000 postes). Le reste des créations d'emplois a été observé au niveau des "Activités mal désignées" (1.000 postes).

### Créations nettes d'emplois par secteur d'activité et par milieu de résidence

Secteur d'activité	Milieu de résidence		
	Urbain	Rural	Ensemble
BTP	51	11	62
Industrie	9	-10	-1
Services	99	9	108
Agriculture	-1	-29	-30
Activités mal désignées	5	1	6
Total	163	-18	145
Dont : - emploi rémunéré	186	151	337
- emploi non rémunéré	-23	-169	-192

Source : Haut - Commissariat au Plan, Enquête nationale sur l'emploi.

### INDICATEURS TRIMESTRIELS D'ACTIVITÉ ET DE CHÔMAGE PAR MILIEU DE RÉSIDENCE <sup>(1)</sup>

(les effectifs en milliers et les taux en %)

INDICATEURS	3 <sup>ME</sup> TRIMESTRE 2007			3 <sup>ME</sup> TRIMESTRE 2008		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
<b>ACTIVITÉ ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)</b>						
Population active (en milliers)	5 697	5 431	11 128	5 864	5 434	11 298
Taux de féminisation de la population active	22,1	32,9	27,4	22,3	32,7	27,3
Taux d'activité	44,4	59,9	50,8	44,5	59,3	50,6
— Selon le sexe						
• Hommes	71,0	82,2	75,6	71,1	81,8	75,5
• Femmes	19,1	38,7	27,2	19,4	37,9	26,9
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	30,1	50,1	39,3	30,4	49,3	39,1
• 25 - 34 ans	59,8	67,2	62,8	60,0	66,0	62,4
• 35 - 44 ans	57,8	71,5	62,8	58,3	70,9	62,9
• 45 ans et plus	36,3	58,9	45,4	36,2	59,0	45,2
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	39,5	61,4	51,3	39,3	61,3	51,0
• Ayant un diplôme	49,5	51,8	49,9	50,1	49,6	50,0
Population active occupée (en milliers)	4 791	5 239	10 030	4 954	5 222	10 175
Taux d'emploi	37,3	57,8	45,8	37,6	57,0	45,6
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total, dont :	94,4	53,2	72,9	95,0	56,3	75,1
Salariés	71,8	40,7	59,9	68,6	39,0	57,2
Auto-employés	28,2	59,3	40,1	31,4	61,0	42,8
<b>CHÔMAGE</b>						
Population active en chômage (en milliers)	906	192	1 098	911	212	1 123
Taux de féminisation de la population active en chômage	29,4	14,5	26,8	31,6	19,3	29,3
Taux de chômage	15,9	3,5	9,9	15,5	3,9	9,9
— Selon le sexe						
• Hommes	14,4	4,5	10,0	13,7	4,7	9,7
• Femmes	21,2	1,6	9,7	22,0	2,3	10,7
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	32,2	5,9	16,7	33,5	8,3	18,8
• 25 - 34 ans	22,5	4,7	14,8	21,8	4,2	14,4
• 35 - 44 ans	9,0	2,3	6,2	7,9	1,8	5,4
• 45 ans et plus	3,0	1,1	2,0	2,8	1,0	1,9
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	9,5	2,6	5,1	8,9	2,6	4,8
• Ayant un diplôme	21,3	10,0	19,2	21,1	12,4	19,5

Source : Haut - Commissariat au Plan, Enquête nationale sur l'emploi.

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>

### Taux de chômage : baisse en milieu urbain et hausse en milieu rural

La population active en chômage a augmenté de 2,3% au niveau national, passant ainsi de 1.098.000 au troisième trimestre 2007 à 1.123.000 chômeurs au troisième trimestre 2008, soit 25 mille chômeurs en plus (5 mille chômeurs dans les villes et 20 mille chômeurs dans les campagnes).

En conséquence, le taux de chômage a stagné autour de 9,9% entre le troisième trimestre de l'année 2007 et la même période de 2008. Selon le milieu de résidence, le taux de chômage est passé de 15,9% à 15,5% en

milieu urbain et de 3,5% à 3,9% en milieu rural.

Les baisses les plus significatives du taux de chômage en milieu urbain ont été observées pour les tranches d'âge 35-44 ans (1,1 point) et 25-34 ans (0,7 point). Pour les diplômés, une légère baisse de 0,2 a été enregistrée.

Les hausses les plus significatives observées en zones rurales ont été relevées chez les jeunes âgés de moins de 25 ans (de 5,9% à 8,3%) et chez les femmes en général (de 1,6% à 2,3%).